

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 156/06

ASA 17/032/2006 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES DE TORTURE ET DE MAUVAIS TRAITEMENTS DÉTENTION SANS INCULPATION / PRÉOCCUPATIONS D'ORDRE MÉDICAL

CHINE

- Ablikim Abdiriyim (h), 32 ans**
- Alim Abdiriyim (h), 30 ans**
- Rushangul Abdiriyim (f), 36 ans**
- Kaysar (h), environ 38 ans**
- Rayila (f), 24 ans**
- Razia (f), 15 ans**
- Sardar Kaysar (h), 9 ans**
- Epar Alim (f), 4 ans**
- Turghun (h), 8 ans**

Londres, le 2 juin 2006

Ablikim, Alim et Rushangul Abdiriyim, enfants adultes de Rebiya Kadeer, militante ouïghoure, auraient été appréhendés par la police le 29 mai au soir à Ürümqi, capitale de la région autonome ouïghoure du Xinjiang. Ils ont été conduits sous la contrainte jusqu'à un camp dénommé Nansan, aux environs d'Ürümqi, où des policiers ont roué de coups Ablikim Abdiriyim et Alim Abdiriyim. Ablikim a perdu connaissance et a été conduit à l'hôpital pour y recevoir des soins. Ces trois personnes sont toujours, semble-t-il, détenues par la police, mais on ne connaît ni le lieu exact où elles se trouvent ni leur état de santé. Amnesty International craint qu'elles ne soient encore exposées à des actes de torture ou autres mauvais traitements.

Six autres membres de la famille de Rebiya Kadeer, dont quatre enfants (dont le nom figure ci-dessus) auraient été interpellés par la police au même moment. On ne sait pas avec certitude s'ils sont détenus dans les locaux de la police ou s'ils sont retenus à leur domicile sous surveillance policière. Selon le Uyghur Human Rights Project (UHRP), une organisation de défense des droits humains dont le siège se trouve aux États-Unis, une petite-fille de Rebiya Kadeer serait parvenue à lui téléphoner le matin du 1er juin. Elle aurait expliqué à sa grand-mère qu'elle avait peur à cause de la présence chez elle de sept policiers et lui aurait demandé de « *la sauver* ».

Si Ablikim, Alim et Rushangul Abdiriyim ont été placés en détention, c'est selon toute apparence pour les empêcher de rencontrer une équipe affiliée au groupe du Congrès des États-Unis chargé des droits humains, qui visite actuellement le Xinjiang sur invitation des autorités chinoises. La presse chinoise officielle a cependant affirmé qu'ils avaient été arrêtés en raison d'irrégularités financières constatées dans les entreprises de leur mère. Une délégation norvégienne officielle s'intéressant aux questions de droits humains doit également se rendre au Xinjiang du 4 au 7 juin avant que ne s'ouvre à Pékin une session de dialogue entre la Chine et la Norvège en matière de droits humains.

Les proches de Rebiya Kadeer ont été harcelés par les autorités depuis 1999, année de sa première incarcération, et plus particulièrement depuis qu'elle a pu sortir de prison pour raisons médicales, le 17 mars 2005. Depuis sa libération, la police a lancé une enquête concernant des irrégularités financières censées avoir été commises par sa société, l'Akida Trading Co à Ürümqi. En septembre 2005, des responsables de la Sûreté de l'État ont demandé à Alim Abdiriyim, directeur général de la société, de signer un document qui confirmerait que Rebiya Kadeer avait commis diverses fraudes, notamment fiscales, et accumulé des dettes énormes. Ces agents de la Sûreté lui auraient dit que, s'il ne s'exécutait pas immédiatement, il signerait ce papier en prison, une fois qu'ils lui auraient fracturé toutes les côtes. Depuis lors, il a été incarcéré plusieurs fois, pour des raisons manifestement liées à cette enquête.

Rebiya Kadeer a affirmé à plusieurs reprises qu'elle n'avait commis aucune infraction. Amnesty International considère que le harcèlement permanent infligé à Rebiya Kadeer et les informations selon lesquelles ses proches auraient subi des actes de torture ou autres mauvais traitements incitent à douter de la crédibilité de cette enquête.

Rebiya Kadeer est une ancienne prisonnière d'opinion soutenue par Amnesty International, qui a été envoyée aux États-Unis aussitôt après sa libération. Avant qu'elle ne soit libérée, précise-t-elle, elle a reçu un avertissement : si elle nouait des relations avec des Ouïghours ou parlait en public de « *questions sensibles* » une fois qu'elle serait en liberté, ses entreprises et ses enfants n'auraient plus aucun avenir. Rebiya Kadeer a été récemment élue présidente de la Uyghur American Association, qui a fondé l'UHRP.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Après les attentats commis le 11 septembre 2001 aux États-Unis, les autorités chinoises ont utilisé la « *guerre contre le terrorisme* » menée à l'échelle internationale comme prétexte pour justifier les mesures de répression prises dans la région pour des raisons politiques. De ce fait, de graves violations des droits humains ont été commises contre le groupe ethnique ouïghour du Xinjiang, de présumés nationalistes ouïghours étant placés en détention au motif qu'ils seraient « *séparatistes* » ou « *terroristes* », des mosquées non officielles faisant l'objet de mesures de fermeture et des imams étant arrêtés.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais, en chinois ou dans votre propre langue) :

- insistez auprès des autorités pour qu'elles révèlent l'endroit où se trouvent les neuf personnes nommées plus haut et pour qu'elles les libèrent immédiatement, à moins que ces personnes ne soient inculpées d'une infraction dûment reconnue par la loi ;
- demandez aux autorités de faire en sorte qu'elles puissent entrer en rapport avec un ou plusieurs avocats de leur choix et avec d'autres membres de leur famille, et qu'elles puissent recevoir tout soin médical qui leur serait éventuellement nécessaire dans la période précédant leur libération ;
- exprimez la vive inquiétude que vous éprouvez quant aux violences physiques dont Ablikim Abdiriyim et Alim Abdiriyim auraient fait l'objet et demandez aux autorités de lancer une enquête exhaustive, indépendante et impartiale sur ces allégations afin de traduire en justice les responsables présumés ;
- exigez que la sécurité des neuf personnes qui restent sous le contrôle de la police soit garantie par des mesures immédiates ;
- exhortez les autorités à mettre un terme aux violations des droits humains qui visent les membres de la famille de Rebiya Kadeer, et notamment à leur placement arbitraire en détention, à leur harcèlement par la police et aux autres restrictions apportées à leur liberté d'expression et d'association.

APPELS À :

Premier ministre de la République populaire de Chine :

WEN Jiabao Guojia Zongli
The State Council
9 Xihuangcheng Genbeijie
Beijingshi 100032
République populaire de Chine
Fax : +86 10 65292345 (via le ministère de la Communication)

Courriel : gazette@mail.gov.cn

Formule d'appel : *Your Excellency*, / Monsieur le Ministre,

Président du gouvernement populaire de la région autonome ouïghoure du Xinjiang :

Ismail TILIWALDI Zhuxi
Xinjiang Weiwuer Zizhiqu Renmin Zhengfu
2 Zhongshanlu
Wulumuqishi 830041
Xinjiang Weiwuer Zizhiqu
République populaire de Chine

Courriel : master@xinjiang.gov.cn

Formule d'appel : *Dear Chairman*, / Monsieur le Président,

COPIES À :

Maire d'Ürümqi

Shokrat Zakir Shizhang
Wulumuqi Shizhengfu Bangongting
1316 Kelamayi Donglu
Wulumuqi Shi 830063
Xinjiang Weiwuer Zizhiqu
République populaire de Chine
Fax : +86 991 4689654

Formule d'appel : *Dear Mayor*, / Monsieur le Maire,

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la République populaire de Chine dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 14 JUILLET 2006, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.